

Après le retrait mardi du GNA de la table des discussions

Les pourparlers militaires interlibyens ont repris jeudi à Genève



© D.
R.

L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, qui vient de réussir à ramener le Gouvernement d'union nationale (GNA) à la table des pourparlers à Genève, a assuré jeudi que sa mission était "très difficile" mais "pas impossible". "On m'a souvent parlé de ma mission comme d'une mission impossible, mais cela n'a jamais été mon avis. Le jour où je constaterai que ma vision est vraiment impossible, je ne serai pas là avec vous", a-t-il affirmé, quelques heures après l'annonce de la reprise des discussions militaires indirectes visant à obtenir un cessez-le-feu. "Pour le moment, je pense que ma mission est possible, je ne dis pas qu'elle est facile. Elle est très difficile, mais elle est possible", a-t-il confié à des médias, tout en se félicitant que les deux délégations se soient remises au travail "avec encore plus d'entrain pour arriver à un accord".

Ces négociations auxquelles participent dix hauts gradés libyens "sont des négociations techniques, mais vitales", a relevé encore le diplomate onusien, qui fait la navette entre les deux groupes. "Leur succès est capital", a-t-il dit. Le gouvernement de Tripoli avait mis fin à sa participation aux pourparlers mardi soir après des tirs de roquettes sur un port de la capitale, mais jeudi il est retourné à la table des négociations. M. Salamé a indiqué en outre avoir eu dans la nuit de mercredi à jeudi une "discussion au téléphone" avec Fayez al-Sarraj, chef du GNA reconnu par l'ONU, pour lui indiquer qu'il comprenait "qu'il ait répondu un peu à l'opinion publique en suspendant ces négociations". Mais "une fois l'expression de ce mécontentement faite, il ne fallait pas perdre le temps précieux que nous passons à Genève", a-t-il expliqué. Ce serait pour lui un "péché mortel" de ne pas saisir le "'momentum' (élan)" international actuel, créé par le sommet à Berlin en janvier,

suivi de l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité le 12 février.

Cette résolution est la première adoptée par le Conseil de sécurité depuis le lancement le 4 avril 2019 par le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est libyen, d'une offensive contre Tripoli où siège le GNA.

R. I./Agences